

MEILLEURS

Vœux

20|17

JANVIER 2017
n°257

SOMMAIRE

Page 1 et 2 :

Fiscalité :
La loi de finances
pour 2017

Pages 2 et 3 :

Marchés boursiers :
Bilan 2016 et
perspectives 2017

Page 4 :

Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés

FISCALITE : LA LOI DE FINANCES POUR 2017

Suite aux promulgations de la loi de finances pour 2017 et celle rectificative pour 2016, les principales mesures impactant les particuliers sont les suivantes :

- Diminution du montant de l'impôt sur le revenu en faveur des **contribuables les plus modestes**, c'est-à-dire ceux dont le revenu fiscal de référence n'excède pas 20 500 € pour un célibataire ou 41 000 € pour un couple plus une majoration de 3 700 € par demi-part supplémentaire. Cette réduction s'applique avant l'imputation des crédits et réductions d'impôt et peut atteindre 20 % du montant de l'impôt.
- Taxation des **indemnités de fonctions des élus locaux, parlementaires et ministres** comme des salaires.
- Modification du régime des **attributions gratuites d'actions** de sorte que le gain annuel au-delà de 300 000 € se trouve imposé comme un salaire.
- Prorogation jusqu'au 31 décembre 2017 du **crédit d'impôt pour la transition énergétique** (cite) qui devient cumulable avec l'éco-PTZ sans condition de ressources.
- **Création d'un nouveau dispositif d'incitation à l'investissement locatif** en remplacement des dispositifs Besson ancien et Borloo ancien.
- Prorogation des dispositifs **Duflot-Pinel et Censi-Bouvard** jusqu'au 31 décembre 2017.
- Aménagement du régime de restauration immobilière **Malraux**.
- Création d'un crédit d'impôt en faveur des **travaux de réhabilitation opérés dans les résidences de tourisme**.
- Majoration de la réduction d'impôt pour les souscriptions de **SOFICA**.
- Instauration d'une clause anti-abus visant à déjouer les stratégies d'optimisation en matière de **plafonnement ISF**.
- Suppression de la réduction de **droits de donation et de succession** pour charge de famille.

- Allongement de 5 à 8 ans du régime fiscal de faveur des **impatriés**.
- Modulation de 5 % à 60 % de la majoration de la **taxe d'habitation sur les résidences secondaires** situées dans des zones tendues.
- Imposition des revenus issus de la **location meublée occasionnelle** dans la catégorie des BIC.
- **Affiliation au Régime Social des Indépendants des personnes exerçant une activité de location immobilière meublée** dès lors que les recettes dépassent 23 000 € par an et pour celles exerçant **une activité meublée non immobilière** dès lors que les recettes excèdent 20 % du plafond annuel de sécurité sociale (soit 7 846 € pour 2017).
- **Création d'un compte PME Innovation** permettant aux entrepreneurs de céder les titres de leur société en bénéficiant d'un report d'imposition de la plus-value sous réserve de réinvestir le produit de la vente dans des titres de PME de moins de 7 ans.
- Mise en place du **prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu** pour 2018.
- Obligation, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour les **plateformes en ligne de déclarer les revenus reversés** à leurs membres.

MARCHES BOURSIERS : BILAN 2016 ET PERSPECTIVES 2017

Le millésime boursier 2016 est à classer parmi les bons crus suite à la progression de près de **9 % de l'indice mondial converti en euro**. Parmi les grandes places mondiales, la meilleure performance revient aux USA avec un gain de 13 % en dollar et de 17 % en euro. L'indice Nikkei exprimé en yen est resté stable et, compte tenu de la variation du change (euro/yen), il en résulte un gain de 7 % en euro. Le CAC 40 a connu une hausse de 5 % et l'indice des 50 plus grosses valeurs européennes, l'Euro Stoxx 50, est resté inchangé. La bourse chinoise a régressé de 1 % en monnaie locale ce qui, compte tenu des variations du taux de change (euro/yuan) se traduit pour les investisseurs européens par une progression de 2 %.

La bourse étant par nature soumise à des fluctuations, les progressions n'ont pas été linéaires. L'année 2016 avait plutôt mal débutée puisqu'au cours des deux premiers mois, les marchés boursiers ont dévissé de 15 %. Les raisons de ce repli étaient imputables à de sombres perspectives économiques laissant redouter l'entrée en récession de l'industrie mondiale et un ralentissement brutal de la croissance économique chinoise. De plus, les craintes déflationnistes, véritable fléau pour les bourses mondiales, ont été ravivées par la baisse des prix des matières premières et, plus particulièrement, par l'effondrement des cours du pétrole. La remontée des cours du pétrole, les mesures prises par le gouvernement chinois afin de soutenir la croissance et la bonne tenue de la consommation aux USA ont permis de lever les doutes et de faire remonter les marchés actions.

Fin juin, les marchés ont subi une nouvelle secousse (repli de l'ordre de 10 %) liée au Brexit. L'effet de surprise digéré, les marchés boursiers ont entamé une reprise faisant suite à une accélération de la croissance économique. Les deux autres chocs politiques (élection de Trump aux USA et référendum en Italie) n'ont pas eu d'impact baissier sur les marchés boursiers mais plutôt un effet bénéfique.

En effet, **la hausse des matières premières couplée aux politiques de relance et de baisses d'impôt prônées par Trump ont été interprétées comme la fin de l'ère déflationniste et l'annonce d'une croissance économique plus vigoureuse**. Depuis novembre, les marchés ont accéléré leurs gains et propulsé les indices boursiers vers de nouveaux records : la barre symbolique des 20 000 points étant en passe d'être franchie sur l'indice phare des valeurs américaines, à savoir le Dow Jones !

En définitive, les meilleures performances boursières 2016 exprimées en euros sont à mettre à l'actif du Brésil (+ 66 %), du Pérou (+ 58 %), de la Russie (+ 53 %), du Pakistan (+ 37 %), de la Hongrie (+ 36 %), du Maroc (+ 34 %), du Zimbabwe (+ 32 %), de la Colombie (+ 28 %), de la Thaïlande (+ 27 %), du Canada (+ 25 %), de la Croatie (+ 21 %) et de la Bulgarie (+ 21 %).

Les moins bonnes performances sont à mettre à l'actif du Nigeria (- 37 %), du Ghana (- 32 %), de la Bosnie Herzégovine (- 26 %), du Botswana et d'Israël (- 24 %), de la Slovaquie (- 17 %), du Danemark (- 15 %), de l'Egypte, de la Grèce et de l'Italie (- 11 %).

A en croire les économistes, 2017 devrait être synonyme d'un retour à la normale ! Fini les taux négatifs, le pétrole à bas prix et les tensions déflationnistes ! Place à la reflation, c'est-à-dire aux anticipations inflationnistes. Les taux d'intérêt vont donc se tendre progressivement et la hausse des cours des matières premières entamée depuis quelques mois va se poursuivre. C'est dire si notre monde change vite !

La croissance mondiale en 2017 devrait, à l'image de 2016, rester molle avec une progression légèrement en deçà du seuil des 3,50 % sous l'effet des politiques de relance aux USA, au Royaume-Uni et au Japon ainsi que d'un relâchement de la rigueur en Europe. En effet, l'arme monétaire qui a été l'instrument essentiel pour soutenir la croissance des économies en intervenant sur les liquidités, les taux d'intérêt et l'achat d'actifs touche à sa fin. La hausse des dépenses publiques financées par des émissions obligataires est en passe de prendre le relais.

Le taux de croissance aux Etats-Unis est prévu stable à 1,5 %. La politique de Donald Trump, basée sur une relance budgétaire assortie de dépenses massives d'infrastructures et de baisses d'impôt tant pour les ménages que les entreprises, devrait inévitablement soutenir la croissance économique. Même si ces dépenses n'auront pas d'effet immédiat sur la croissance américaine, la baisse des taux d'imposition des sociétés va entraîner mécaniquement une hausse des bénéfices des entreprises. L'encouragement fiscal en faveur des entreprises en vue de rapatrier leurs capitaux de l'étranger va favoriser les rachats d'actions. Ces deux phénomènes sont des soutiens du marché des actions américaines. Le corollaire de cette politique de relance devrait se traduire par un dérapage du déficit budgétaire qui est attendu à plus de 6 % du PIB avec à la clé une tension sur les taux d'intérêt à long terme et une hausse du dollar. Ces deux facteurs sont, quant à eux, défavorables à la bonne tenue des cours des actions américaines. La principale zone d'ombre vient toutefois de la politique commerciale qui sera menée par le nouveau président américain. Une taxation des produits chinois pourrait provoquer une guerre commerciale ponctuée par des dévaluations successives. En définitive, **les experts recommandent de sous-pondérer les actions américaines** dans la mesure où les cours de bourse sont surévalués et le potentiel de hausse sur 2017 demeure très incertain au regard de l'inévitable hausse des taux d'intérêt et des effets induits par la nouvelle politique protectionniste qui devrait être menée Outre Atlantique.

Aux dires des spécialistes, **la bonne nouvelle en 2017 pourrait venir du Japon.** Les effets des plans de relance massifs qui portent sur des dépenses d'infrastructures et des aides en faveur des ménages les plus modestes vont continuer à stimuler la croissance économique. La poursuite de la politique monétaire très accommodante va maintenir les taux d'intérêt à des niveaux très bas et exercer des pressions baissières sur le yen ce qui est favorable pour les entreprises exportatrices. En effet, la dévaluation de la devise nipponne induit un choc de compétitivité puisque les prix de vente des produits des entreprises japonaises deviennent moins chers pour les consommateurs étrangers. Ces éléments couplés à la sous-évaluation des actions japonaises devraient permettre une poursuite de la hausse de la bourse.

En Europe, la reprise qui s'était fait sentir ces derniers mois semble s'essouffler entraînant les experts à revoir à la baisse leur prévision de croissance. La croissance tirée par la concomitance de la baisse de l'euro, des prix du pétrole et des taux d'intérêt ne pourra plus jouer pleinement sur 2017. En effet, les prix du pétrole ont déjà fortement rebondi passant de 25 \$ le baril au début 2016 à plus de 50 \$ en décembre 2016. Même si le niveau des taux en Europe va rester extrêmement bas, le mouvement de baisse est derrière nous. Le seul facteur favorable concerne la hausse attendue du dollar et, par conséquent, la baisse de l'euro suite aux politiques monétaires et budgétaires menées Outre-Atlantique. La faiblesse de l'euro est un élément favorable pour les entreprises européennes exportatrices qui vont voir leurs produits devenir plus compétitifs sous l'effet de la dévaluation du change. En dépit de ces perspectives plus sombres et des risques politiques, il n'en demeure pas moins vrai que se dessine une nouvelle année de croissance molle tirée par la consommation des ménages le tout dans un scénario de faible inflation et de maintien des taux bas. Dans ce contexte, les bénéfices des entreprises devraient continuer à croître, soutien indéniable pour la bonne tenue des marchés boursiers européens. Sans soulever un réel enthousiasme, **les gérants estiment que la détection d'actions européennes devrait engendrer une progression de l'ordre de 5 % à 7 % sur 2017.**

Concernant les pays émergents, zone où la croissance est la plus élevée avec une progression moyenne supérieure à 5 %, **les avis divergent.** Certains estiment que le potentiel boursier est épuisé en raison de la hausse des taux d'intérêt aux USA et du dollar ce qui va avoir pour effet une fuite des capitaux et une fragilisation des économies de la zone. Les pays émergents ayant la particularité d'être dépendants des financements étrangers, la hausse du dollar est un facteur négatif. Ces retraits de capitaux et la baisse des devises émergentes devraient contraindre les banques centrales à relever leur taux d'intérêt freinant ainsi la croissance économique. Pour d'autres, les marchés boursiers sont nettement sous-évalués et le renchérissement des prix des matières premières va se révéler extrêmement bénéfique pour les économies des pays producteurs. De plus, une éventuelle fuite des capitaux se révélerait moins préjudiciable qu'en 2013 dans la mesure où ces pays ont opéré les ajustements nécessaires et, de ce fait, leurs devises sont déjà fortement dépréciées et les déficits externes réduits. **La Chine,** dont la sortie de la déflation est désormais confirmée, **semble relativement bien armée pour résister** à ces scénarii sombres et devrait connaître une croissance supérieure à 6 % sur 2017. Il est vrai que la croissance chinoise est dopée par les milliards injectés par l'Etat notamment dans des projets d'infrastructures. La Chine est également en pleine mutation avec une croissance qui tend à être plus axée vers les services et la consommation des ménages. **L'Inde suscite un grand optimisme** de la part des stratèges dans la mesure où le taux de croissance y est plus soutenu que celui de son voisin chinois. De plus, il s'agit d'un pays autocentré en phase de décollage qui trouve son dynamisme sur sa consommation domestique. De ce fait, il demeure très peu dépendant des éventuelles tensions inhérentes à la hausse du dollar. A l'inverse, **la Turquie est le pays à éviter** car il cumule un déficit courant structurel élevé à hauteur de 5,50 % du PIB, un climat politique et sécuritaire très tendu et une économie au point mort.

Les experts sont unanimes à déclarer qu'après une période de 35 années de baisse quasi continue de l'inflation, **les obligations souveraines sont à éviter en raison de la reflation.** Si cette dernière est favorable aux marchés des actions, car elle marque la fin de la déflation, elle est nettement défavorable aux obligations car la hausse des taux engendre mécaniquement une baisse des cours des obligations.

En conclusion, même si les incertitudes demeurent, le risque systémique lié à une propagation de la déflation s'est estompé et les taux négatifs sont en voie d'extinction. Les marchés ont intégré ce phénomène qui s'est révélé être le moteur de la hausse depuis novembre. **Le retour à la normale avec une croissance mondiale modérée assortie d'une légère reprise de l'inflation dans un environnement de taux encore bas est assurément un facteur de soutien pour les marchés boursiers.** Les stratèges anticipent une progression globale sur l'année 2017 de l'ordre de 6 % à 8 % avec, bien évidemment, des pics de volatilité au gré des tensions géopolitiques ou des déceptions économiques... Cette année encore, pour gagner en bourse, il faudra opérer un choix de valeurs pertinent, autrement dit, seuls les meilleurs gérants réussiront à tirer leur épingle du jeu.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 30 décembre 2016

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 862,31	6,20%	4,86%	13,18%	53,88%
PARIS (CAC Mid&Small)	11 848,16	6,68%	7,19%	37,30%	109,62%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 769,25	6,07%	4,79%	15,52%	60,77%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 290,52	7,83%	0,08%	5,84%	42,04%
NEW YORK (Dow Jones)	19 762,60	3,34%	13,42%	19,22%	61,76%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	5 383,12	1,12%	7,50%	28,89%	106,63%
FRANCFORT (Dax Xetra)	11 481,06	7,90%	6,87%	20,19%	94,65%
LONDRES (FTSE 100)	7 142,83	5,29%	14,43%	5,83%	28,19%
TOKYO (Nikkei 225)	19 114,37	4,40%	0,42%	17,33%	126,06%
MONDE (Msci World) en Euros	171,84	2,62%	8,79%	34,89%	73,35%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,35%	-0,66%	-0,19%	0,69%	1,32%
ETATS-UNIS	0,72%	1,28%	2,08%	2,52%	2,86%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,29%	0,55%	1,26%	1,78%
JAPON	-0,03%	-0,21%	-0,11%	0,03%	0,58%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	35 350 €	-2,80%	12,69%	25,85%	-10,26%
NAPOLEON	211,40 €	-1,67%	14,77%	24,43%	-16,74%
EURO / DOLLAR	\$ 1,0531	-0,62%	-3,65%	-23,64%	-18,61%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8544	0,32%	15,87%	2,48%	2,29%
EURO / 100 YENS	¥ 122,99	2,21%	-6,57%	-15,02%	22,74%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0721	-0,58%	-0,92%	-12,67%	-11,80%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 30 décembre 2016

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 213,36 milliards d'euros au 3ème trimestre 2016
DEFICIT PUBLIC 2015	77,4 milliards d'euros soit 3,5 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2016	2 160,40 milliards d'euros soit 97,6 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 3ème trimestre 2016
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,60 % en octobre 2016
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,40 % en novembre 2016
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 269 euros par mois à compter du 01/01/2017
SMIC (BRUT)	9,76 € au 01/01/2017 soit 1 480,27 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 0,50 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,46 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,06 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,00 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)